

# Lakshmi Mittal déçoit les syndicats lorrains



Reçu hier par Nicolas Sarkozy à l'Élysée, Lakshmi Mittal (photo), le patron d'ArcelorMittal, a annoncé que les syndicats ont jusqu'au 1<sup>er</sup> avril pour proposer une solution alternative aux 600 suppressions

d'emplois du site de Gandrange. Il s'est aussi engagé à mettre en place un fonds de 20 millions d'euros pour financer le reclassement du personnel. Les syndicats et les élus locaux se déclarent déçus. **Page 20**

## Sarkozy défend l'emploi lorrain face à Lakshmi Mittal

### SIDÉRURGIE

Le président obtient deux mois de sursis pour les salariés de l'usine d'ArcelorMittal à Gandrange.

HIER, toute la vallée de l'Orne (Lorraine) retenait son souffle, dans l'attente du compte rendu de la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal, PDG d'ArcelorMittal. Le numéro un mondial de l'acier a annoncé il y a quinze jours la suppression de 595 emplois sur 1 100 dans son usine de Gandrange. Depuis, les élus locaux et les syndicats se sont mobilisés pour tenter de sauver « leur » usine.

À son tour, le président de la République est intervenu pour plaider la cause de ce site industriel auprès de Lakshmi Mittal. Après une heure environ de discussion dans un « climat amical », les deux hommes se sont séparés, visiblement « très satisfaits » de leur rencontre. Ils ont convenu d'un temps de réflexion complémentaire pour analyser les propositions alternatives formulées par les syndicats. Ces derniers ont jusqu'à début avril pour présenter des alternatives « sérieuses et économiquement viables à long terme », précise un porte-parole du groupe.

Lakshmi Mittal a en outre confirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements à Gandrange. 150

personnes devraient partir à la retraite et les autres se verraient proposer des solutions de reclassement au sein du groupe, sur les sites de Florange (Moselle) et Schifflange (Luxembourg) situés non loin. Un fonds de 20 millions d'euros sera mis en place pour financer le « reclassement des personnels ».

### Déception des salariés

Syndicats, élus locaux et représentants de l'ancienne direction de Gandrange travaillent déjà à l'élaboration de solutions alternatives. « Notre contre-projet devrait être prêt à la fin mars », a déclaré Pierre-Claude Sutter, délégué CFE-CGC, qui ajoute « M. Mittal n'a fait que répéter ce qui nous avait été dit la semaine dernière au siège du groupe à Luxembourg ». Hier soir, le climat était plutôt à la déception. « Les salariés attendaient beaucoup de cette rencontre et sont très déçus », explique Édouard Martin, représentant CFDT au comité d'entreprise européen d'ArcelorMittal, « vendredi dernier, en comité d'entreprise, la direction avait déjà accepté d'accorder un délai. Rien n'est sorti de cette rencontre ».

De son côté, la CGT du site estime que la direction « campe sur ses positions » et que la discussion d'aujourd'hui « n'a rien changé ». Un avis partagé par Aurélie Filippetti, députée (PS) de Mosel-



Le PDG Lakshmi Mittal et Daniel Soury-Lavergne, le directeur général d'ArcelorMittal France, ont été reçus hier à l'Élysée.

le, « on reste sur sa faim. C'est un peu décevant d'autant que le président avait fait de la politique industrielle un cheval de bataille de sa campagne électorale ».

Les syndicats estiment que pour chaque poste supprimé dans cette usine au moins un emploi sera perdu chez les sous-traitants. Et cela sans compter les emplois induits chez les commerçants, les restaurateurs locaux... Le reclassement des salariés de Gandrange dans d'autres sites de

production ne permettrait pas de sauver ces emplois.

« Depuis un an, la France a perdu 42 000 emplois industriels, 11 % de ces emplois (soit 4 500) perdus l'ont été en Lorraine qui ne représente pourtant que 3 % de la population française », a calculé le conseil régional de Lorraine. Or, la désindustrialisation n'est pas compensée par la création d'emplois nouveaux dans le secteur tertiaire.

ELSA BEMBARON